

Les incidences du repli américain au Proche-Orient

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le président Obama a énoncé sa doctrine des relations extérieures dans de nombreux discours : celui du Caire voulait effacer la méfiance entre les musulmans et l'Occident ; celui de Prague visait la non-prolifération tout en démocratisant le développement de technologies nucléaires ; celui de Moscou affirmait que la politique de ni gagnant ni perdant des grandes puissances était chose du passé. Celui fait lors de l'obtention du prix Nobel affirmait que la condition humaine était perfectible. Il a justifié son inaction en Syrie en affirmant qu'on ne peut résoudre les guerres civiles des autres par la force. Toutefois, les discours qui ne sont suivis ni d'un calcul froid tenant compte des risques d'échec ni d'une prise de position par laquelle on s'engage à respecter des énoncés politiques ne transforment pas la réalité de terrain.

Lorsque le président des États-Unis a manqué à sa propre menace d'intervenir si des armes chimiques venaient à être utilisées en Syrie, la planète a senti que la grande puissance qui poliçait le monde n'était plus crédible. Obama a misé sur la démission président égyptien Moubarak au nom de la liberté et s'est retrouvé avec un président incompetent et hasardeux. Il est néanmoins resté coi lorsque l'Arabie est entrée au Bahreïn pour y réprimer la contestation chiite. Il s'est résolu à des attaques aériennes contre l'État islamique avant d'affirmer que dorénavant, les USA devraient intervenir seulement lorsqu'ils seront directement menacés.

Plus que partout ailleurs, le damier géopolitique du Proche-Orient souffre de ce recul américain : son roi – les USA – est en position de repli. Le roi adverse – la Russie – fait des avances risquées alors qu'il est vulnérable dans d'autres secteurs. Des pions sont renversés de tous les côtés par un joueur indompté – l'État islamique. Les pions de l'adversaire – l'Iran – s'agitent et nul ne sait jusqu'où ils oseront s'aventurer. En effet, l'accord avec l'Iran a libéré des dizaines de milliards à ce pays tout en fermant les

yeux sur l'orchestration du déversement de milices chiites du monde entier en Syrie.

La Russie mène le bal. Elle offre une couverture aérienne aux armées terrestres syriennes, aux milices chiites, au Hezbollah et aux Gardes de corps révolutionnaires iraniens mais se permet aussi de bombarder l'opposition syrienne soutenue par les États-Unis. Les USA ont fini par accepter l'agenda de la conférence syrienne avec le tyran Assad qu'ils exècrent tout en émettant des réserves envers l'opposition syrienne qu'ils soutiennent. Cette opposition morcelée est soutenue par les pays du Golfe. Ces derniers hésitent à intervenir contre l'État islamique qu'ils abhorrent de peur que cela ne renforce l'Iran. Ils n'accepteront jamais un accord qui perpétue ou encourage la présence militaire iranienne dans la région, qu'ils considèrent comme suicidaire. La tension entre Iran et pays sunnites augmente et le Pakistan qui est une puissance nucléaire a déclaré qu'elle se rangerait du côté de l'Arabie si ce pays venait à être attaqué.

Les débordements de la guerre civile qui n'en finit pas de faire des victimes en Syrie et la barbarie qui se déchaîne au Moyen-Orient semblent remettre en question les acquis civilisationnels. Une ligne de conduite lucide s'impose : supposons que l'État islamique soit vaincu demain. Cela signifierait-il que les Sunnites ou des Kurdes d'Irak auront automatiquement acquis leur sécurité ? Il n'y a aucune garantie à cet effet. Si un accord intervenait en Syrie, la paix des cœurs régnerait-elle entre Sunnites et Alaouites ? Rien n'est moins sûr. Quelle serait la prochaine victime de l'interventionnisme iranien ? Le ballottage de la politique américaine ne contribue pas à la stabilité de la région. Sans arbitre fiable et crédible, tous les scénarios sont possibles, y compris les plus pessimistes. Certes, la diplomatie des petits pas et des petits progrès dont les antagonistes tirent parti est préférable à l'approche de tout ou rien qui lèse une des parties et ravive les tisons de la discorde. Il faut toutefois se résigner à l'évidence : 260 000 morts et 12 millions de réfugiés et de personnes déplacées ne marqueront pas la fin du calvaire syrien, car une approche politique sans vision et sans fermeté de la part des grandes puissances va laisser les antagonistes se broyer à qui fera mieux.

La carte du Moyen-Orient tracée par les accords de Sykes-Picot en 1916 ne semble plus convenir aux réalités d'aujourd'hui.